

ACTION URGENTE

UN AVOCAT A BESOIN DE PROTECTION EN COLOMBIE

Un avocat colombien travaillant auprès des proches de personnes tuées par les forces de sécurité est en grand danger. Un détenu récemment libéré a fait état d'un complot d'assassinat le visant.

Le 9 février, l'avocat spécialisé dans les droits humains Bayron Ricardo Góngora a appris qu'il faisait l'objet d'un complot en vue de l'assassiner. Cet homme travaille pour l'organisation de défense des droits humains *Corporación Jurídica Libertad* (CJL) qui, entre autres activités, défend des prisonniers politiques dans la ville de Medellín (département d'Antioquia). Ce jour-là, un avocat travaillant pour une autre organisation a fait savoir à Bayron Ricardo Góngora qu'un prisonnier récemment libéré connaissant Bayron Ricardo Góngora en raison de ses interventions dans la prison l'avait informé d'un complot contre celui-ci.

Selon les informations que cette personne avait reçues, des prisonniers de droit commun avaient été chargés d'informer un groupe armé illégal opérant dans le quartier de Campo Valdés, dans le nord-est de Medellín, sur les habitudes et les horaires de visite à la prison de Bayron Ricardo Góngora. Selon les prisonniers, le groupe armé aurait touché de l'argent pour tuer l'avocat.

Deux jours plus tard, un contact de la CJL dans le quartier de Campo Valdés a indiqué à des membres de l'organisation qu'il avait entendu les mêmes informations au sujet de ce complot.

Bayron Ricardo Góngora travaille également depuis 2007 sur des cas d'exécution extrajudiciaire aux mains des forces de sécurité. À l'heure actuelle, il est l'avocat des familles dans 65 affaires de ce type. En février 2009, il a porté plainte auprès du Bureau du procureur général contre deux hauts responsables de l'armée colombienne soupçonnés d'être impliqués dans des exécutions extrajudiciaires en 2004 et 2005. Il a également demandé au Bureau du procureur général d'ouvrir une enquête sur l'ancien commandant en chef de l'armée colombienne, Mario Montoya Uribe, pour des exécutions extrajudiciaires commises en mars 2009. Bayron Ricardo Góngora a insisté plusieurs fois auprès du Bureau du procureur général pour qu'il ouvre une enquête sur cette affaire. Son intervention dans d'autres affaires a déjà permis que des membres des forces de sécurité soient déférés à la justice pour leur implication dans des exécutions extrajudiciaires.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé(e) par la sécurité de l'avocat Bayron Ricardo Góngora et de ses collègues de la *Corporación Jurídica Libertad*, et exhortez les autorités à prendre des mesures afin de protéger efficacement ces personnes, dans le strict respect des souhaits de celles-ci ;
- engagez les autorités à diligenter une enquête approfondie et impartiale sur les allégations faisant état d'un complot d'assassinat contre Bayron Ricardo Góngora, à rendre publiques les conclusions de cette enquête et à déférer à la justice les responsables présumés de ces agissements ;
- rappelez aux autorités qu'elles ont l'obligation, en vertu de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, de reconnaître la légitimité des activités des défenseurs des droits humains, ainsi que leur droit à mener leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 AVRIL 2010.

Vice-président :

Dr. Francisco Santos Calderón
Vicepresidencia de la República
Carrera 8A No 7-27
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 565 7682

Formule d'appel : Estimado Sr.
Vicepresidente/
/ Monsieur le Vice-président,

Procureur général par intérim

Dr. Guillermo Mendoza Diago
Fiscal General de la Nación (e)
Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán
No. 52-01) Bloque C
Piso 4, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (poste 2017)

Formule d'appel : Estimado Sr.
Fiscal General/Monsieur le Procureur,

Copies à :

Ministre de la Défense :

Dr. Gabriel Silva Luján
Ministerio de Defensa
Avenida El Dorado, Carrera 52 OFI.
217, Centro Administrativo Nacional
(CAN), Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 266 10 03 (si une
personne décroche, dire : « Me da
tono de fax por favor »

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN AVOCAT A BESOIN DE PROTECTION EN COLOMBIE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En 2008, les médias colombiens ont révélé l'exécution extrajudiciaire, par les forces de sécurité, de dizaines de jeunes gens originaires de Soacha, à proximité de Bogotá (la capitale du pays), portant ces faits pour la première fois à l'attention du public.

Ces révélations ont enfin contraint le gouvernement à reconnaître que les forces de sécurité se rendaient coupables d'exécutions extrajudiciaires. La plupart du temps, les victimes, présentées à tort par l'armée comme des « guérilleros morts au combat », auraient été tuées avec la complicité de groupes paramilitaires ou de bandes criminelles. Dans certains cas, en guise de récompense pour avoir « tué un guérillero », des soldats ont reçu de l'argent, des jours de permission supplémentaires et des lettres de félicitations de leurs supérieurs.

Le scandale provoqué par cette affaire a entraîné la mise à pied, en octobre 2008, de 27 militaires dont trois généraux, ainsi que la démission, en novembre, du chef des armées, le général Mario Montoya, qui avait été associé à des affaires de violations des droits fondamentaux. Le président colombien, Alvaro Uribe, a déclaré que les homicides de Soacha feraient l'objet d'une enquête par la justice civile et non par la justice militaire, qui revendique souvent sa compétence dans ce genre d'affaires mais les abandonne sans avoir procédé à des investigations sérieuses.

Le Bureau du procureur général enquête sur plus de 2 000 cas d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de sécurité.

En Colombie, de nombreuses organisations de défense des droits humains s'occupent des cas d'exécutions extrajudiciaires. Elles cherchent ainsi à faire traduire en justice les responsables présumés de ces crimes et à faire en sorte que les proches des victimes obtiennent vérité, justice et réparation. La CJL fait partie de ces organisations, et Bayron Ricardo Góngora est l'un des avocats qui œuvrent pour mettre un terme à l'impunité concernant ces violations des droits fondamentaux.

AU 49/10, AMR 23/010/2010, 5 mars 2010

